



**COMMENT J'AI DECOUVERT QUE J'ETAIS JUIF**

Je suis né le 3 septembre 1926 à Constantine, dans le quartier juif de cette ville, rue Ali Moussa, à proximité du quartier arabe, loin des quartiers riches des Français et des Européens. Les différentes communautés se regroupaient en effet dans des espaces distincts. Mon père, menuisier, travaillait pour l'armée, ma mère, femme de ménage dans une clinique tenue par des Français. On vivait dans un petit appartement de deux pièces, la cuisine se faisait à l'extérieur sur un petit fourneau en terre appelé Kanoun. On couchait sur des matelas qu'on empilait le matin pour faire un peu de place. L'étroitesse des lieux ne gênait pas les enfants car nous étions le plus souvent dans la rue ou à l'école.

Certes on était pauvres mais pas malheureux. Je garde un bon souvenir de mon enfance, de mes amitiés avec les petits Arabes qui vivaient comme nous, jouaient avec nous, allaient à la même école que nous, aimaient les mêmes choses que nous, partageaient les mêmes friandises. Je me souviens du régal que constituaient pour nous le pain, fait maison, trempé dans l'huile d'olive, ou encore les jujubes, ce fruit qui, jeune, a le goût de la pomme, et qui, parvenu à maturité, a celui de la datte.

Bien des années plus tard j'ai retrouvé dans une grande surface de la région parisienne ces fameux jujubes qui m'ont replongé dans cette période de mon enfance, où je n'avais aucun souci, aucune idée de ce que j'étais, où je vivais sans m'interroger sur mon identité, bref où j'étais heureux.



Groupe scolaire 1933 :

Joseph Guedj, âgé de 6 ans (le 2<sup>ème</sup> en partant de la gauche au 2<sup>ème</sup> rang)

C'est pourquoi les événements d'août 1934 m'ont surpris, effrayé. Je ne comprenais pas ce qui se passait. Soudain mes voisins et amis arabes se dressaient contre nous, s'en prenaient à nos vies. Il fallait fuir. Je revois mon père courant dans la rue, entraînant ma sœur et moi dans notre appartement dont il barricadait la porte. J'entends encore les balles siffler à nos oreilles, les youyous des femmes encourageant leurs hommes au massacre. Je n'ai jamais eu aussi peur de ma vie. Je lis dans Histoire des relations entre juifs et musulmans des origines à nos jours (Albin Michel, 2013) le récit des événements : « La séparation entre juifs et musulmans de Constantine est brutale. Elle a lieu de 5 août 1934. Ce jour-là, un pogrom déferle sur la ville et ses environs, sans que la police ou l'armée intervienne. On relève 27 morts, dont 25 juifs, et parmi eux 5 enfants, 6 femmes et 14 hommes. A l'origine, une dispute : un soldat juif, pris de boisson, est accusé d'avoir uriné sur le mur d'une mosquée et un groupe de musulmans. La violence de l'embrasement montre la fragilité de l'harmonie entre communautés.»(p.314). Le terme de pogrom est peut-être excessif. En effet mon ami Zenouda, qui habitait près du quartier français, - il avait alors 12 ans – n'a gardé aucun souvenir de ce drame, et dit même en ignorer l'existence. De même il n'est pas juste de dire que l'armée ni la police ne sont intervenues. En fait elles sont intervenues avec retard, retard sans doute délibéré, car le député-maire de Constantine était un antisémite notoire, militant, hostile comme grand nombre de ses électeurs au statut des juifs devenus français depuis le décret Crémieux de 1870.

L'intervention des troupes coloniales fut différente selon qu'il s'agissait de Marocains ou de Sénégalais ; ces derniers se montrant plus protecteurs à notre égard et plus fermes contre les émeutiers.



*Tirailleurs sénégalais gardant les rues du quartier juifs après les émeutes.*

*J'ai 8 ans au moment des événements et je me rappelle que pour sortir avec ma famille nous n'avions confiance qu'en leur présence.*

J'étais alors incapable de comprendre que, paradoxalement, notre statut de citoyens français nous séparait de nos voisins arabes, bien que nous ayons les mêmes mœurs, et dans une certaine mesure les mêmes valeurs. Sans nous faire pour autant accepter par les « pieds-noirs ». Pour les uns nous étions déjà français, pour les autres toujours « orientaux » : notre identité était problématique. A la suite de ces émeutes, et pour d'autres raisons sans doute – la famille de ma mère était déjà en France, mes grands-parents, mes oncles, vivaient et travaillaient dans la région parisienne – ma mère a décidé d'émigrer. Ce qu'elle fit avec ses 4 enfants, dans des conditions difficiles, mon père malade devant nous rejoindre quelques mois plus tard. Ce n'est pas sans déchirement que je quittai Constantine où j'avais mes habitudes, mes repères, mes attaches. Je n'ai retrouvé nulle part ailleurs l'atmosphère et la chaleur du mellah.

Quand je retournai à l'école, à Saint-Denis, à la rentrée 1934-35, mon grand-père me recommanda de cacher le fait que j'étais juif, que l'avouer pouvait m'attirer des ennuis. J'ai compris plus tard ses raisons, l'antisémitisme était aussi virulent en France qu'en Algérie. J'ai vu Doriot devant la cathédrale de Saint-Denis, entendu ses discours sans les comprendre. L'enfant que j'étais, qui ignorait tout de sa judéité, découvrait qu'il était différent des autres et que cette différence il fallait la cacher comme une tare, vivre avec, dans la peur et dans la honte.

Mon père meurt en 1936 d'une maladie de cœur dont il souffrait depuis longtemps, laissant ma mère enceinte de son cinquième enfant. D'un second mari elle aura encore deux enfants, deux filles en 1938 et 1940.

En 1939 nous rencontrons des juifs allemands fuyant leur pays, en route pour l'Amérique. Ils nous mettent en garde contre le sort qu'Hitler réserve aux juifs. Il faut se méfier de tout, ne croire à rien, s'attendre au pire. Aussi bien, lorsque dans la France occupée le régime de Pétain impose aux juifs le port de l'étoile jaune ma mère décide qu'on n'en fera rien, à la fois par dignité – elle trouve la mesure humiliante – mais aussi par prudence. Elle estime qu'il est plus dangereux d'obéir à la loi que de la transgresser. Nous habitons alors à la Courneuve, rue des Cottages, rebaptisée à la Libération rue Guy Môquet, du nom du jeune résistant communiste fusillé par les Allemands. Dans la rue seules trois familles connaissent nos origines : des voisins communistes, des amis catholiques et notre médecin de famille, pétainiste convaincu mais hostile à la politique antisémite du régime, et qui ne nous a jamais dénoncés. D'autre part ma mère prend des mesures visant à nous protéger. Elle demande au curé de l'église Saint-Yves d'accueillir mon jeune frère dans sa paroisse, sans chercher à l'endoctriner, ce qu'il accepte. Mon petit frère va donc ostensiblement à l'église et suit le parcours normal d'un chrétien, du baptême à la communion. Une religieuse en cornette vient régulièrement à la maison aider ma mère qui travaille de nuit dans une usine d'armement. Ma mère échappe plusieurs fois à des rafles. Elle était décidée à se faire passer pour une émigrée du Magreb : elle ne sait en effet ni lire ni écrire, et l'arabe est sa langue maternelle. A l'époque le nom Guedj n'était pas connu comme juif, il ne le sera qu'en 1962, avec le retour des rapatriés d'Algérie. D'après le rabbin René Guedj, cité dans « Juifs et Français » d'Harris et Sédouy, Guedj serait le nom d'une tribu juive-arabe, implantée en Algérie bien avant la conquête française.

Nous vivons donc sans remords dans le mensonge d'une identité masquée. Je n'éprouve plus de honte, au contraire c'est pour moi un acte de protestation et de résistance dont je suis fier. Même si, quand je flirtais avec jeune fille de mon âge, j'éprouvais le besoin d'avouer que j'étais juif ; c'était

pour moi une question d'honnêteté. En quoi je faisais sans doute courir un risque à ma famille, ce que ma mère me reprochait. Plusieurs membres de notre famille ont disparu dans les camps ; nous, nous avons échappé au pire. Mais je n'ai pas connu l'insouciance du jeune âge, j'ai vécu avec le sentiment permanent du danger, méfiant, inquiet, tendu ; j'assumais mes responsabilités en tant que soutien de famille avec sérieux et gravité. La Libération m'a rendu ma jeunesse, mais ce fut alors pour affronter d'autres difficultés.

J'avais soif de vivre, de rattraper le temps perdu pendant les années sombres de l'occupation, d'aller au bal, de flirter avec les filles, de faire comme les autres, d'être considéré comme n'importe qui, mais je me heurtais vite au rappel contraignant de ma judéité. Ma mère surveillait et réprouvait mes fréquentations. Pour elle le choix d'une épouse était décisif, parce que c'est la femme et non l'homme qui détermine l'identité juive. Bien que non pratiquante, hostile même à ce qu'elle appelait avec insolence la « rabbinetterie », elle n'en tenait pas moins à ce que je me marie avec « une des nôtres ». Elle a tout fait pour me dissuader d'épouser une « française », ces femmes trop émancipées, donc d'une vertu douteuse, la vertu se confondant selon ses valeurs avec la virginité.

Elle a eu recours à des marieuses, fait venir de Tunisie une jeune fille et sa mère, pour me forcer la main. J'avoue qu'il m'est arrivé plus d'une fois de plier devant sa forte personnalité, de manœuvrer en recul, d'éviter de m'opposer franchement à cette mère courage. Je l'aimais, je l'admirais, je la redoutais, l'affronter suscitait en moi un sentiment de culpabilité. Elle a vécu mon mariage comme un drame. Ma femme, d'origine polonaise, de famille catholique et quelque peu antisémite, se voulait sans religion et sans préjugés. J'épouse un homme, disait-elle, pas un juif. Moi aussi j'ai choisi d'épouser une femme, pas une race ni une religion. Ma mère ne lui a jamais pardonné de lui avoir volé son fils.

Il n'est pas facile d'échapper à son milieu, familial ou communautaire, surtout dans ces années d'après-guerre. J'en donnerai un autre exemple. J'avais fondé une société de confection dans le

Sentier, avec pour associé un juif grec qui se servait à mon insu dans la caisse commune au point de finir par me devoir une forte somme. Je menaçai de porter plainte. Il me supplia de régler ce litige entre juifs, d'autant qu'il reconnaissait sa faute et se proposait de la réparer. Il fit appel à un rabbin et un avocat juifs. Je serais réglé en un an par mensualités. Accord signé et paraphé sous l'autorité de l'instance religieuse. Après quelques premiers versements, mon débiteur disparut, et c'est en vain que j'en réfèrai à la justice rabbinique, qui se révéla inefficace, car reposant implicitement sur la bonne foi des contractants.

Je décidai donc de rompre avec ce milieu. Je me retrouvais français de cœur, de mœurs, avec le sentiment d'être parfaitement à l'aise dans la société, débarrassé des traditions anciennes, sans problème désormais d'identité. A la Libération je m'étais engagé dans l'armée de l'air, mais je ne pus y rester, victime de rhumatismes articulaires qui m'handicapaient gravement. Et puis je me suis lancé dans les affaires, d'abord la confection ; ensuite, renouant avec le métier de mon père, dans la menuiserie et la restauration d'immeubles où je connus un certain succès. On parle du rêve américain, moi j'ai connu un rêve français équivalent. Parti de rien, je me retrouvais à la tête d'une petite fortune que j'attribuais pour une part à mon mérite, mais pour une part aussi aux opportunités offertes par les Trente Glorieuses. On disait naguère heureux comme un juif en France,

j'oubliais que j'avais été juif, je ne me considérais plus que comme un bon français ! D'ailleurs je m'engageais en politique et militais dans un parti de gauche.

Mais apparemment je restais juif dans le regard des autres. Je pourrais multiplier les exemples de ces vexations, humiliations, insultes, remarques qui se veulent anodines, souvent déplaisantes, parfois flatteuses, mais qui me signifiaient qu'on ne me considérait pas comme français, du moins comme un français à part entière ou, selon la formule de Finkielkraut utilisant un concept terriblement discriminant, pas comme un français « de souche ».

1949. Engagé à 25 ans comme apprenti patronnier, dans la grande entreprise de confection Parquet à Paris, je m'entends dire que les juifs dominaient avant guerre cette profession, qu'il faut que de jeunes français comme moi se substituent à eux et ne leur laisse pas l'occasion de revenir ; l'objectif est de faire en sorte qu'on n'ait plus besoin d'eux. Après une formation de trois mois, et l'apprentissage du métier de modéliste en prime, je quitte ce patron antisémite en lui révélant qui je suis.

1953. Je travaille à mon compte, avec celle qui deviendra ma femme, dans un atelier de confection rue Dussoubs. Je commande une table de coupe à un menuisier du quartier. Je le paie d'avance. Il tarde à faire le travail, je le relance, j'insiste, il se décide enfin à me livrer. La table est lourde, il doit la monter au 3<sup>e</sup> étage. Il peine, il est furieux, et en partant crache son venin : « Des juifs, il y en a trop ! Hitler n'en a pas tué assez ! ». Il est vrai qu'il y avait beaucoup de juifs dans le Sentier.

Plus tard, dans un collège de Toulon, une camarade de classe s'inquiète de savoir si ma fille est vraiment juive. La directrice ne trouve rien à redire à cette curiosité malveillante. Je la cite de mémoire, mais fidèlement : « Les Juifs, je les connais, je les sens. Il y en a trop. Vous, vous n'en avez pas l'air, vous devriez changer de nom ! ». Conseil que certaines de mes relations ont suivi, mais c'est un reniement auquel je ne saurais me résoudre.

1971. J'achète un bateau que je mets à la disposition d'un pêcheur qui prétend connaître les endroits les plus poissonneux. Nous allons ensemble pêcher la langouste que nous vendons à Toulon à la criée. Quand j'arrive pour le paiement, j'apprends qu'il a déjà été versé à mon compagnon. Je lui demande ma part ; il m'insulte : « Vous êtes un sale juif, riche et radin. Vous emmerdez tout le monde. Cet argent me revient, vous n'en verrez pas la couleur ». On se bagarre, on nous sépare, mais je réclame en vain ce qui m'est dû. L'ironie de la situation, c'est que ce pêcheur est de ces européens, de ceux qui avaient profité en Algérie des biens confisqués aux Juifs déchus de leur nationalité.

1972. Examinant ma voiture à la suite d'un accident, un expert, d'origine tchèque, parlant français avec un fort accent, me dit incidemment au cours de son diagnostic : « il y a trop de juifs en France ! ».

1973. Ma fille divorcée, malade, sans ressources, s'avère incapable de s'occuper de son petit garçon. En révolte contre nous elle menace de le confier à ses ex-beaux-parents, alors que ma femme et moi en demandons la garde. La juge pour enfants se tourne vers ma fille qui est sur le point d'accepter : « Voyons, vous ne pouvez confier votre fils à un juif ! » Propos consignés par la greffière. Je menace aussitôt de porter plainte contre la juge qui se rétracte et nous donne satisfaction.

Vers la même période, un architecte avec qui je travaillais depuis des années, que j'hébergeais quand il venait en vacances au Brusac, me dit au cours d'une conversation amicale, pour bien marquer son mépris pour un pédé (sic), qu'il le trouve « aussi pourri qu'un juif ! ». Cet architecte savait bien qui j'étais et n'avait pas l'intention de me blesser, ça lui avait échappé... Le langage, dans son inconscient, est imprégné d'antisémitisme.

1976. Raid israélien sur Entebbe. Les médias sont pleins de cet exploit. Le lendemain sur le port, un inspecteur de police de mes amis m'accueille joyeusement, me félicite, un brin admiratif. « Ah ! Quelle dérouillée vous leur avez flanquée ! ». Sur le moment je ne comprends pas, puis je proteste : je n'ai rien à voir avec ce raid, je suis français, pas israélien. « Allons, fait-il, ne sois pas modeste, tu n'es pas français mais juif ! ». Cette déclaration, venant d'un ami qui ne comprend rien à ma réaction, m'accable. Une fois de plus pour les français dits de souche, et même pour les autres, il est clair que je ne serai jamais considéré comme un des leurs.

Je décide alors de quitter le midi où nous vivions depuis de nombreuses années. J'avais acheté un moulin du côté de Charny. J'espérais y mener une vie plus sereine. En fait je retrouvais dans cette France profonde les mêmes problèmes, les mêmes vexations de gens qui vous rejettent inconsciemment, vous insultent sans vous en vouloir. Gens de tous bords, de toutes catégories sociales : ouvriers, artisans, intellectuels, magistrats, architectes, etc. Mais nous ne sommes plus dans les années 30, ce rejet de l'autre prend rarement une forme violente, mais il va de soi, en quelque sorte, il est naturel. Je pensais que la Shoah modifierait l'attitude des gens à l'égard des juifs, mais le souvenir de cette tragédie s'éloigne. D'autre part l'existence d'Israël provoque des réactions contradictoires : un regain d'antisémitisme chez les uns, plus ou moins déguisé en antisionisme, et chez d'autres au contraire, dont je fais partie, un sentiment de fierté et de reconnaissance. Enfin on nous respecte, nous ne sommes plus les éternelles victimes que l'on bafoue et que l'on méprise, en toute bonne conscience, en toute impunité. Je me surprends à me sentir, à me vouloir, compte-tenu des expériences amères que j'ai vécues tout au long de ma vie, plus juif que français, alors que j'avais lutté toute ma vie pour qu'on me reconnaisse comme un citoyen français de plein droit, plus français en tout cas que juif, même s'il n'y a pas lieu de choisir entre ces deux identités mêlées qui me définissent, qui font ce que je suis.

J'ai relu récemment le bel essai de Jean-Paul Sartre, « Réflexions sur la question juive ». Je lui sais gré d'affirmer que l'antisémitisme n'est pas une opinion mais un délit, en quoi il anticipait sur la loi Gayssot, que certains aujourd'hui, à gauche comme à droite, combattent au nom de la liberté d'expression. En effet « l'antisémitisme ne rentre pas dans la catégorie de pensée que protège le droit de libre opinion ». Mais je n'aurai guère d'indulgence non plus pour le pro-sémitisme. Le fils d'un Juste, rencontré récemment à Agde, croyant m'être agréable, me dit : « j'aime les juifs ». J'étais sensible à cette marque de sympathie, mais j'avoue ma gêne, mon embarras : je ne me sentais pas concerné. Il y a là, implicitement, une idéalisation qui ne me convient pas. Moi, je n'aime pas « les » juifs, j'en aime certains, j'en déteste d'autres. Selon Sartre, le problème juif est né de l'antisémitisme. Le problème juif peut-être, mais pas le fait juif, qui existe en lui-même, indépendamment de tout regard hostile ou aimant porté sur lui. Sartre accuse les chrétiens d'avoir « créé le juif en provoquant un arrêt brusque de son assimilation ». En somme, une fois assimilé le juif disparaîtrait avec son problème. Il écrit encore : « C'est la société, non le décret de dieu qui a fait de

lui un juif, c'est elle qui a fait naître le problème juif(...), c'est nous qui le contraignons à se choisir juif malgré lui ». Ma propre histoire semble illustrer cette thèse sartrienne.

J'appartiens en effet à cette catégorie singulière de juifs, ceux qui se veulent laïcs, athées, qui ne pratiquent aucun des rites, qui ne respectent aucun des interdits alimentaires ou autres, pour qui le sabbat est un jour comme un autre. Certes j'ai fait ma Bar Mitsva et appris à cette occasion le peu d'hébreu dont j'avais besoin pour célébrer ma maturité religieuse. Dans l'immédiat après-guerre j'ai assisté avec bonheur à plusieurs pâques juives. Je garde un souvenir ému de ces repas que l'on prenait sur des tables basses, accoudés sur des matelas qui nous servaient de sièges, sortes de banquets à la romaine. Le père lisait en hébreu le texte de l'Exode, racontait la sortie d'Egypte, les plaies infligées au pharaon et à son peuple. On saluait avec des cris de joie la liberté retrouvée, la défaite du tyran, en mangeant les « herbes amères », délicieuses à notre palais. Mais j'étais plus sensible à l'aspect festif de la pâque qu'à sa valeur symbolique et son actualisation politique. Car enfin nous n'avions plus à nous cacher pour être nous-mêmes. En y réfléchissant aujourd'hui, au soir de ma vie, après mon vain combat en faveur d'une assimilation au sein de la nation française, j'en viens à penser que le fait d'être juif est une valeur en soi, une richesse, une histoire à laquelle je suis relié, une mémoire collective à laquelle je suis associé, un drame aussi dont je suis solidaire.

Il me reste un immense regret, celui de n'avoir pu transmettre à mes petits enfants cette identité dont je me réclame. Elle ne signifie rien pour eux qui n'ont pas connu la même histoire, vécu les mêmes drames. Nous avons beau être bien installés dans la vie et la société, « nous portons en nous ce qui nous manque », comme l'écrit André Neher dans sa méditation sur Job. Eux, les enfants des générations actuelles, n'éprouvent pas ce manque. La Shoah est pour eux une page d'histoire qu'il est temps de tourner. Ce qui compte c'est l'avenir et ses incertitudes, la crise, le chômage, etc. Leur difficulté d'être est d'une autre nature. Nos problèmes en tout cas ne les concernent plus. On peut parler de tout sauf de ce qui me tient à cœur ; sur ce point le dialogue est rompu. Ce que nous avons heureusement raté, ils l'ont malheureusement réussi. Ils se croient parfaitement assimilés. C'est vrai aussi pour les enfants de mon frère, trois garçons qui perpétuent le nom de Guedj, alors que mes filles l'avaient abandonné pour celui de leurs conjoints. Des noms sarthois, berrichon, auvergnat, qui consacrent leur intégration dans la communauté nationale.

Et pourtant les violences se multiplient, des crimes antisémites se commettent, à Toulouse, Paris, ailleurs. Il serait trop long d'en dresser la liste. On peut craindre le retour aux années 30, danger que j'avais un peu vite écarté. Qui sait si demain on n'en reviendra pas, dans le contexte d'une droite fascisante au pouvoir, au fameux statut de Vichy et au formulaire stigmatisant les juifs et leurs ascendants ? On ne peut exclure cette menace, car il est tristement vrai que « le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde » ; même si le pire n'est pas toujours sûr...

*Récit écrit avec la complicité de mon frère Aimé, maître de conférences à la faculté de Besançon, que je remercie de tout cœur ainsi que celle de ma fille Brigitte pour la mise en page.*



*Joseph, Eliane, Smha Antoinette (enceinte de Michèle/Jeanine)  
avec Aimé bébé, Michel Guedj et devant Georgette.*